



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Arrêté préfectoral complémentaire visant à actualiser les prescriptions concernant les
installations exploitées par la société SCI X-WING
sur le territoire de la commune de Gondreville**

N° 2025-0272
AIOT 0006205366

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'environnement et notamment ses articles R.512-46-22, R.512-46-23 et R.512-52 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925 « accumulateurs (ateliers de charge d') » ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2001-301 du 7 septembre 2001 relatif à l'exploitation d'une plateforme logistique par la société Cirmad Est à Gondreville ;

Vu l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n° 2019/0557 du 6 décembre 2019 ;

Vu le porter à connaissance transmis par la société Advenis Property Management au préfet de Meurthe-et-Moselle le 19 avril 2021 relatif à des modifications des conditions d'exploitation des installations qu'elle exploite à Gondreville ;

Vu la déclaration de succession d'activité (SCI X-Wing succédant à Advenis Property Management) datant du 27/10/2021 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées référencé 2025_0838 du 24/09/25 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté le 25 septembre 2025 à la connaissance de l'exploitant ;

Vu les observations de l'exploitant sur le projet d'arrêté préfectoral apportées en dernier lieu le 3 mars 2026 ;

Considérant que l'adaptation sollicitée par le pétitionnaire d'une disposition de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 29 mai 2000 applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique 2925 (atelier de charge d'accumulateurs) n'est pas de nature à aggraver les effets de l'installation sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que l'adaptation sollicitée par le pétitionnaire d'une disposition de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 11 avril 2017 applicables aux installations relevant de la rubrique 1510 (entrepôt couvert) n'est pas de nature à aggraver les effets de l'installation sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement, mais doit être restreinte à une hauteur de stockage de 8,6 m au lieu des 9 m demandés ;

Considérant qu'il n'est pas nécessaire de solliciter l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) de Meurthe-et-Moselle sur ce projet d'arrêté, préalablement à son adoption, comme le permet les articles R. 512-46-23 et R. 512-52 du Code de l'environnement ;

Considérant que les modifications projetées ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle

ARRÊTE

Article 1 : Champ et portée du présent arrêté

La société SCI X-WING dont le siège social est situé au Tour Pacific 11-13 Cours Valmy, C/O Primexis 92 977 Paris La Défense est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions des actes antérieurs, modifiées et complétées par celles du présent arrêté, à poursuivre l'exploitation d'une plateforme logistique sur le territoire de la commune de Gondreville.

Article 2 : Parcelles cadastrales

L'article 2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 septembre 2001 est complété par la description suivante :

« L'emprise foncière de l'établissement est constituée des parcelles cadastrées suivantes :

Commune concernée	Référence cadastrale	Surface cadastrale (en m ²)
Fontenoy-sur-Moselle	ZC173	156
	ZC170	1083
	ZC194	19
	ZC190	3353

Gondreville	ZC58	49804
	ZC52	1805
	ZC39	333
	ZC54	12
	ZC67	120
	ZC69	130
TOTAL	/	56815

» .

Article 3 : Classement

Le tableau de classement des installations de l'article 3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 septembre 2001 modifié est annulé et remplacé par celui qui suit :

Rubrique	Désignation de la rubrique	Capacité de l'installation	Régime ⁽¹⁾
1510-2	Stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des entrepôts couverts, le volume de l'entrepôt étant supérieur à 50 000 m ³ mais inférieur ou égal à 300 000 m ³ .	Bâtiment A : 220 296 m ³	E
2910-A-2	Installations de combustion consommant exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse, la puissance thermique nominale des installations étant supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW.	Puissance thermique totale : 1,28 MW	DC
2925	Atelier de charge d'accumulateurs, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW.	70 kW	D
4331	Liquides inflammables de catégorie 2 ou 3 à l'exclusion de la rubrique 4330, La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 50 t.	5 t (Cellule 2)	NC
4734-2	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphtas ; kérosènes ; gazoles ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, la quantité totale susceptible d'être présente dans les installations étant inférieure à 50 t.	Gazole : 0,850 t (locaux sprinkler)	NC

⁽¹⁾ : E (Enregistrement), DC (Déclaration avec contrôle par un organisme agréé), D (Déclaration), NC (Non Classée).

Article 4 – Conditions de stockage

Les alinéas 4, 9 et 10 de l'article 16.6 (intitulé « stockage au sol » et « stockage par accumulation ») de l'arrêté préfectoral n°2001-301 du 7 septembre 2001 sont abrogés.

L'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 5 - Adaptation d'une prescription générale de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif à la rubrique n° 1510

En lieu et place de l'alinéa 3 du point 9 de l'annexe II de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à la rubrique n° 1510 (entrepôts couverts), l'exploitant respecte les prescriptions suivantes :

« Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante :

1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m² ;

2° Hauteur maximale de stockage : 8,6 m maximum ;

3° Largeur des allées entre îlots : 2 mètres minimum. »

Article 6 - Adaptation d'une prescription générale de l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 relatif à la rubrique n° 2925

En lieu et place des dispositions du paragraphe 2.4.1 du point 2.4 de l'annexe I de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925 « accumulateurs (ateliers de charge d') », l'exploitant respecte les prescriptions suivantes :

« Les locaux abritant l'atelier de charge d'accumulateurs doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- murs et planchers hauts coupe-feu de degré 2 heures ;*
- couverture Broof(t3) ;*
- portes intérieures coupe-feu de degré 1/2 heure et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique ;*
- porte donnant vers l'extérieur pare-flamme de degré 1/2 heure ;*
- pour les autres matériaux : classe M0 (incombustibles). »*

Article 7 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Nancy (par courrier postal à l'adresse suivante : 5, place de la Carrière – Case Officielle n° 20038 – 54036 NANCY Cedex, ou par saisine électronique via le site « télérecours citoyen » – www.telerecours.fr) :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue à l'article R.181-45 du même code.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ou du ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche dans un délai de deux mois. Ce recours administratif proroge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° en application de l'article R.181-50 du Code de l'environnement.

En application des dispositions de l'article R.181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la présente décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt de recours contentieux.

Article 8 : Exécution de l'arrêté

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- la société SCI X-WING

et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le sous-préfet de Toul
- Monsieur le maire de Gondreville

et qui sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle en application des dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement.

Nancy le **16 MARS 2026**

Le Préfet,

Pour le préfet
et par délégation,
le secrétaire général

Frédéric CLOWEZ

